

F.L.-C.I.O. Nouvelles du Mouvement Syndical Américain



Publiées par le Département des affaires internationales de l'A.F.L.-C.I.O.
21ème Année No. 3
MARS 1966

A.F.L.-C.I.O. réaffirme son appui de la politique américaine au Vietnam

Après un examen du conflit au Vietnam, le sixième Congrès de l'A.F.L.-C.I.O. a déclaré à l'unanimité que:

"Les communistes font une guerre de conquête, une guerre d'annexion du Vietnam du Sud par le régime d'Ho Chi-minh. Cette guerre n'est pas un conflit isolé, localisé. C'est une phase intégrale de la poussée d'hégémonie communiste du monde . . ."

"Conscient de ce fait, le peuple américain seconde pleinement la politique du président Johnson au Vietnam. L'A.F.L.-C.I.O. s'engage à donner un appui sans réserve à toutes les mesures que l'administration jugerait nécessaires pour mettre fin à l'agression communiste et assurer une paix équitable et durable".

Les résolutions publiées sur cette page et la page suivante ont été adoptées par le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. à sa réunion de Miami Beach en février 1966.

La réunion de la Conférence de Genève, a recherché le concours des Nations Unies et a suspendu les bombardements des installations militaires du Vietnam du Nord pendant plus de cinq semaines. Malgré les reuffades de tous les gouvernements communistes à l'égard de cette offensive de paix, le président Johnson n'en a pas moins persisté dans ses efforts pour négocier la paix au Vietnam.

Le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. soutient pleinement au double programme du président Johnson de règlement honorable de la guerre au Vietnam—politique d'aide continue au peuple du Vietnam du Sud dans sa lutte contre l'agression communiste; continuation des efforts pour assurer paix et liberté par voie de négociations. De plus, nous partageons entièrement les vues du secrétaire d'Etat Rusk, lorsqu'il déclare que notre pays est engagé au Vietnam:

"Parce que notre propre sécurité nationale est inséparable des problèmes qui s'y posent et parce que l'issue de la lutte peut affecter profondément la nature du

monde dans lequel nos enfants et nous aurons à vivre . . ."

"Il nous faut prendre conscience que ce que nous essayons d'accomplir au Vietnam fait partie d'un dessein qui dure depuis longtemps—dessein d'empêcher l'expansion et l'extension d'une hégémonie communiste recourant à la force contre les nations les plus faibles à la périphérie de la puissance communiste".

Le Conseil exécutif repousse sans réserve toute insinuation et toute assertion—d'où qu'elle vienne—selon laquelle notre gouvernement a été ou est encore hostile à ce que le peuple vietnamien choisisse son propre gouvernement à la suite de libres élections.

Au cours de la Conférence de Genève en 1954, le gouvernement américain a chaleureusement accueilli la proposition avancée par l'Etat du Vietnam de libres élections sur l'ensemble du territoire, après constatation par le Conseil de sécurité des Nations Unies du fait que l'autorité de l'Etat était établie sur l'ensemble du pays et que les conditions de liberté existaient bien. Pour assurer la liberté et l'honnêteté de ces élections, on devait instaurer un organisme international de contrôle sous les auspices des Nations Unies. Par contre, au Vietnam, les communistes

(Suite en page 8)

Les assurances sociales en République fédérale

(Suite de la page 3)

famille—ainsi qu'aux orphelins jusqu'à ce qu'ils aient chacun atteint l'âge de 18 ans, ou de 25 ans s'ils font des études scolaires ou professionnelles. La pension versée à la veuve ou au veuf s'élève à 60% de celle que percevait l'assuré décédé; elle est de 20% pour les orphelins de père et de mère, à 10% pour les enfants qui ont perdu un des deux parents seulement.

Toutefois, un autre facteur très important agit également sur les taux des pensions: les fluctuations du taux moyen des salaires annuels de l'ensemble des assurés. C'est là ce qui constitue la base de calcul. Les modifications requises sont fixées par une loi dont le projet est préparé suivant une procédure établie qui exige, notamment, l'intervention d'une commission sociale composée de représentants des assurés et des employeurs, de personnes spécialisées dans les sciences sociales et économiques et d'un représentant de la Banque de la République fédérale allemande.

Cette modification du taux des pensions doit tenir compte aussi bien du relèvement du rendement et de la productivité que des changements intervenus dans le revenu national. Entre 1959 et 1964, le taux des pensions a été majoré de 8,2%. Les pensions mêmes ont augmenté de 57% depuis 1957. Le régime de l'assurance-vieillesse a évolué de telle manière que les prestations qu'il

VIETNAM

(Suite de la première page)

opérant sous le nom de Vietnamh s'opposent à des élections et retusent—comme ils le font encore—de considérer l'Organisation des Nations Unies comme un instrument de paix et de liberté. Ils proposaient au contraire que les élections soient organisées par un mélange de toutes sortes de commissions préfabriquées et de soi-disant groupements unifiés. A cet égard, il convient de ne pas oublier la leçon du "Comité de Lublin" en Pologne et la tragédie de la coalition Benès en Tchécoslovaquie. Notre but est de vaincre l'agression au Vietnam du Sud et de préparer le terrain pour de libres élections qui permettront au peuple du Vietnam du Sud d'instaurer un gouvernement de son choix.

Consentit du fait que la défaite des desseins agressifs d'Hanoi ne peut venir que d'une population fermement résolue à empêcher que les communistes s'emparent de son pays, le président Johnson a décidé d'augmenter les crédits américains alloués au développement économique, à la justice sociale, à l'hygiène et à l'éducation du Vietnam du Sud. Le Conseil exécutif accueille chaleureusement la décision du président Johnson de mettre en oeuvre un vaste programme de réformes sociales et économiques. Puisque la Confédération vietnamienne du travail (C.V.T.) est une force dynamique vouée au bien-être du peuple vietnamien tout entier, le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. recommande vigoureusement que l'on s'assure des conseils gouvernementaux et de la participation de la C.V.T. pour mettre à exécution le programme économique et social élaboré lors de la récente Conférence d'Honolulu entre les gouvernements américain et vietnamien.

remplacer les salaires.

Le financement des pensions est assuré par les contributions des salariés et des employeurs auxquelles s'ajoute un subsidier l'Etat. Le taux de la contribution du travailleur de l'emploi assuré s'élève à 14% de la part—qui peut atteindre jusqu'à 1200 DM. par mois—de son salaire qui est mensuellement sujette aux prélèvements pour assurances (le plafond de DM. 21.600 que nous avons mentionné plus haut, n'entre pas en ligne de compte ici).

Certaines dispositions du régime de l'assurance corporative des mineurs et de l'assistance-vieillesse aux agriculteurs sont différentes, mais de les examiner ici nous mènerait trop loin.

L'assurance-chômage et l'assistance-chômage versent des prestations en espèces en cas de chômage, de travail à temps partiel et de licenciement dû à la fermeture d'un établissement. Il leur incombe également de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le chômage ou y mettre fin surtout en développant l'embouchage, la formation et la rééducation de la main-d'oeuvre, en poussant à la suppression du travail saisonnier dans la construction et en obtenant enfin l'exécution d'oeuvres d'assistance, de travaux publics et de projets d'habitations. Le régime est donc bien autre chose qu'une caisse de pension qui se contente de verser des prestations en espèces au lieu de salaires en cas de chômage.

En principe, l'assurance-chômage est obligatoire pour tous les travailleurs et apprentis ainsi que pour les employés assujettis à la loi sur les assurances qui les concerne. L'assurance volontaire n'est pas permise. Les prestations en espèces sont versées pendant une période de 52 semaines au maximum aux chômeurs involontaires, à condition, toutefois, qu'ils aient été assurés pendant les 2 derniers ans ou six mois avant d'avoir notifié le chômage. Le taux de la prestation est établi en fonction du salaire moyen le plus récent et du nombre de personnes à charge. Le montant des prestations ne peut

L'économie américaine

(Suite de la page 2)

maintenir. De même que le gouvernement devrait être préparé à parler à l'éventualité d'une augmentation des dépenses militaires, il devrait également être prêt à contrebalancer un ralentissement des investissements privés et un aplatissement ou une réduction des dépenses militaires.

Nous ne voulons pas une économie dont les dépenses consacrées à la destruction seraient l'élément de base. Les dépenses militaires sont une nécessité pour défendre la liberté; elles ne doivent jamais constituer l'élément de base de notre économie nationale. Aussi le gouvernement devrait-il se préparer des maintenant à augmenter rapidement ses investissements en équipements et services publics; lesquels devraient être, selon les cas, institués, étendus ou améliorés—non seulement pour le bien public mais aussi pour fournir les emplois et le pouvoir d'achat nécessaires.

dépenses, plus, aux, pens, même, ment, droit, égal, Le, cotis, La, s'élè, saisi, mois, ces, U, acco, qui, l'as-, sistance-vieillesse aux agriculteurs sont diffé-, rentes, mais de les examiner ici nous mènerait trop loin. L'assurance-chômage et l'assistance-chômage versent des prestations en espèces en cas de chômage, de travail à temps partiel et de licenciement dû à la fermeture d'un établissement. Il leur incombe également de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le chômage ou y mettre fin surtout en développant l'embouchage, la formation et la rééducation de la main-d'oeuvre, en poussant à la suppression du travail saisonnier dans la construction et en obtenant enfin l'exécution d'oeuvres d'assistance, de travaux publics et de projets d'habitations. Le régime est donc bien autre chose qu'une caisse de pension qui se contente de verser des prestations en espèces au lieu de salaires en cas de chômage. En principe, l'assurance-chômage est obligatoire pour tous les travailleurs et apprentis ainsi que pour les employés assujettis à la loi sur les assurances qui les concerne. L'assurance volontaire n'est pas permise. Les prestations en espèces sont versées pendant une période de 52 semaines au maximum aux chômeurs involontaires, à condition, toutefois, qu'ils aient été assurés pendant les 2 derniers ans ou six mois avant d'avoir notifié le chômage. Le taux de la prestation est établi en fonction du salaire moyen le plus récent et du nombre de personnes à charge. Le montant des prestations ne peut maintenir. De même que le gouvernement devrait être préparé à parler à l'éventualité d'une augmentation des dépenses militaires, il devrait également être prêt à contrebalancer un ralentissement des investissements privés et un aplatissement ou une réduction des dépenses militaires. Nous ne voulons pas une économie dont les dépenses consacrées à la destruction seraient l'élément de base. Les dépenses militaires sont une nécessité pour défendre la liberté; elles ne doivent jamais constituer l'élément de base de notre économie nationale. Aussi le gouvernement devrait-il se préparer des maintenant à augmenter rapidement ses investissements en équipements et services publics; lesquels devraient être, selon les cas, institués, étendus ou améliorés—non seulement pour le bien public mais aussi pour fournir les emplois et le pouvoir d'achat nécessaires.